

Pôle attractivité territoriale

Direction de l'action culturelle,
de la lecture publique
et de l'innovation territoriale

Médiathèque départementale de l'Orne

10, avenue de Basingstoke
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 29 15 06

@ mdo@orne.fr

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE ACTION CULTURELLE

ENTRE :

1°) LE DEPARTEMENT DE L'ORNE

Représenté par M. Christophe de Balorre, Président du Conseil départemental de l'Orne, agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne, en exécution d'une délibération du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021

Ci-après désigné par les termes " le Département ".

D'UNE PART,

ET :

2°) La Communauté d'Agglomération Flers agglo

Représentée par M. Yves GOASDOUE, Président de Flers Agglo, agissant au nom et pour le compte de Flers agglo, et spécialement habilité à cet effet.

Ci-après désignée " la collectivité "

D'AUTRE PART

EXPOSE

Le Département de l'Orne organise l'opération **Deviens jeune Reporter !** en partenariat avec l'Atelier Canopé 61, le BIJ de l'Orne, la direction de la jeunesse et de l'éducation du conseil départemental, et le Service Départemental à la Jeunesse à l'Engagement et au Sport.

Les jeunes (collèges, écoles, centres de loisirs) sont invités à créer un reportage à destination du grand public. Les différentes productions seront rassemblées pour former un journal collaboratif qui sera diffusé au niveau départemental et régional. Thématique : *Réalise des portraits d'habitants qui font bouger le quotidien autour de toi.*

Les objectifs sont de :

- Favoriser des rencontres sur les territoires et contribuer au vivre ensemble et aux liens intergénérationnels
- Créer ou resserrer les partenariats entre les médiathèques et les collèges, les écoles, les ACM
- Favoriser la mise en œuvre de projets d'éducation aux médias et à l'information (EMI) en se positionnant de préférence sur la fabrique de l'information, et en valorisant le local.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Département met à disposition de la collectivité des interventions de journalistes de la revue en ligne normande Grand Format pour aider à la réalisation de reportages. Par ailleurs, il invite les jeunes participants à la restitution selon le calendrier suivant : (sous réserve de modifications) :

Date	Horaire	Lieu	Journaliste intervenant	Contenus	Publics
Lundi 20 février 2023	10h00-12h00	La Ferté-Macé (centre socio-culturel)	Raphaël Pasquier	Atelier 1/4 : présentation travail journalisme séance EMI	Environ 15 enfants de 9 à 14 ans issus de 2 ACM
Lundi 20 février 2023	14h-16h	La Ferté-Macé (centre socio-culturel)	Raphaël Pasquier	Atelier 2/4 : définition des sujets / angles / préparation des questions / recherche infos / préparation technique	Environ 15 enfants de 9 à 14 ans issus de 2 ACM
Jeudi 23 février 2023	9h30-12h00	La Ferté-Macé (médiathèque)	Raphaël Pasquier	Atelier 3/4 : retour du terrain, dérushage, définition du format et des contenus à partir des contenus récoltés	Environ 15 enfants de 9 à 14 ans issus de 2 ACM
Vendredi 24 février 2023	9h30-12h00	La Ferté-Macé (médiathèque)	Raphaël Pasquier	Atelier 4/4 : aide au montage, relectures ...	Environ 15 enfants de 9 à 14 ans issus de 2 ACM
Jeudi 1 ^{er} juin 2023	A déterminer	En cours (Car pris en charge par le département)	Restitution pour tous les participant.e.s		

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Le Département prend en charge :

- Le coût de mise à disposition des intervenants au sein de la collectivité
- Le coût des défraiements pour les intervenants

Soit un montant de 1 571 € pour le projet.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage à mettre à la disposition des intervenants, une salle qui doit offrir des conditions de sécurité satisfaisantes, conformément à la réglementation en vigueur et conforme aux conditions techniques d'accueil (comme défini dans les articles « Assurances responsabilité » de la présente convention).

La collectivité prend en charge, selon l'organisation décidée en réunion de préparation entre la médiathèque partenaire et la médiathèque départementale de l'Orne, les moyens humains, matériels et financiers définis, et notamment :

- >> les réservations et le paiement des repas de chaque intervenant,
- >> la mise à disposition d'au minimum une personne pour aider au déchargement, montage, démontage et rechargement du matériel.

La Collectivité s'engage à respecter la réglementation applicable au droit à l'image et au respect de la vie privée, dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 4 : PRISE EN CHARGE TECHNIQUE ET LOGISTIQUE

4.1. Matériel

Le calendrier de prêt de matériel est en cours de réalisation avec l'atelier Canopé, le BIJ de l'Orne, la collectivité partenaire et la Médiathèque Départementale de l'Orne.

4.2. Logistique

Le transport des jeunes pour la restitution sera pris en charge par le Département.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

>> Le Département a réalisé des affiches déclinables pour l'ensemble des partenaires, pour leurs besoins de communication (newsletter, bandeaux d'affiches, flyers, etc.).

La collectivité s'engage à utiliser et reprendre cette charte graphique.

>> En termes de promotion du projet,

- Le Département s'engage à assurer les relations presse au niveau départemental
- La collectivité assure la publicité locale de la manifestation

Elle s'engage à mentionner dans toute sa communication autour du projet : « proposé par la Médiathèque départementale de l'Orne, service du conseil départemental de l'Orne ».

ARTICLE 6 – PROPRIETE DE L'OEUVRE ET REPRODUCTION

Les participants (jeunes et accompagnateurs) sont détenteurs des droits d'auteur de leurs reportages.

La collectivité s'engage à recueillir « L'autorisation d'enregistrement et utilisation image et voix - personne mineure » pour chaque participant.

Les participants (jeunes et accompagnateurs) autorisent le Département et les collectivités partenaires à publier les reportages réalisés dans le cadre du projet, à des fins non commerciales, par le biais de tous supports de communication « papier » ou « en ligne ». Ils gardent cependant un droit de regard sur ces publications.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

La collectivité s'engage à souscrire, à ses frais, une assurance couvrant l'accueil du public au cours des activités liées au projet ainsi que les risques liés aux animations dans son lieu.

ARTICLE 8 : SECURITE - RESPONSABILITES

La collectivité s'engage en qualité d'exploitant de la salle à veiller au respect des dispositions relatives à la réglementation incendie applicable à ladite salle, dispositions déterminées par le type et le classement de la salle (visites périodiques, respect de la jauge, levée des éventuelles prescriptions relevées par la sous-commission départementale de sécurité, dégagement et accessibilité permanents des issues de secours, formation du personnel affecté à la salle s'agissant de la sécurité incendie (manipulation des extincteurs et exercices d'évacuation).

Le Conseil départemental de l'Orne ne saurait être tenu pour responsable de tout dommage éventuel résultant du non-respect des dispositions de la réglementation sécurité incendie applicable aux établissements recevant du public et dont la mise en œuvre incombe à l'exploitant de la salle.

Le Département se réserve le droit d'annuler toute activité liée au projet dans l'hypothèse où les conditions de sécurité ne seraient pas réunies, sans aucune indemnisation à l'égard de la collectivité.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature par les deux parties, et prendra fin à l'issue de la dernière animation. (Restitution)

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faute lourde de la collectivité partenaire.

Elle pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité, notamment en cas de force majeure ou de mesures exceptionnelles (COVID19 ...).

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, pour tout motif d'intérêt général, après notification par lettre recommandée avec accusé de réception et dans le respect d'un préavis de 2 mois.

En cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou de l'une des clauses de l'un des avenants à ladite convention, le Département se réserve le droit de mettre fin unilatéralement et à tout moment, à la présente convention dès lors que dans la semaine suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, la collectivité n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent mais seulement après l'organisation d'une réunion de conciliation restée vaine.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile savoir :

- M. Christophe de BALORRE, es-qualités, en l'Hôtel du Département.
- M. Yves GOASDOUE, es-qualités, à la Communauté de Communes.

Fait à ALENCON, le
En autant d'originaux que de parties

LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL,

LE PRESIDENT
DE FLERS AGGLO,

Christophe de BALORRE

Yves GOASDOUE